



DÉCISIONS

CONSEIL MUNICIPAL DU

26 SEPTEMBRE 2019

**Adresser toute correspondance
à Monsieur le Maire
Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec**

Place du Maréchal-Foch
93134 Noisy-le-Sec Cedex
Tél. 01 49 42 66 00
Fax : 01 48 43 70 96

www.noisylesec.fr



DM19_066	15/06/2019	Approbation de la convention de partenariat passée entre le conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris et la ville de Noisy-le-Sec
DM19_067	01/08/2019	Approbation de la convention de partenariat passée entre le conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris et la ville de Noisy-le-Sec
DM19_068	24/08/2019	Création d'une régie d'avances pour le fonctionnement de la Micro-folie de Noisy-le-Sec
DM19_069	26/08/2019	Abonnement téléphonique au réseau MPLS IP de la liaison d'alarme Police B2P Ramses Evolution II, approbation du contrat signé avec la société GS4
DM19_070	02/09/2019	Approbation du contrat de cession des droits d'exploitation du spectacle "yakch'e" passe entre l'union nationale des jeunes musicales de france et la ville de noisy-le-sec
DM19_071	02/09/2019	Approbation du contrat de cession des droits d'exploitation du spectacle "la belle au bois dormant" passe entre l'union nationale des jeunes musicales de france et la ville de noisy-le-sec
Mapa 2019/4688	lot 2	Procédure adaptée 2019/4688 "Aménagement des espaces publics des pourtours des équipements culturels du cœur de ville de NLS" lot 2 : éclairage public marché notifié le 13/08/2019 pour un montant de 83 880,15 € H.T. (Tranche ferme + tranche optionnelle) titulaire : Eiffage Energie Systèmes sis 8 bis avenue Joseph Paxton à Ferrières en Brie (77164) durée des travaux : 5 mois
Mapa 2019/4688	Lot 3	Procédure adaptée 2019/4688 "Aménagement des espaces publics des pourtours des équipements culturels du cœur de ville de NLS" Lot 3: espaces verts marché notifié le 13/08/2019 pour un montant de 127 397,67 € H.T. (Tranche ferme + tranche optionnelle) titulaire : Quesnot Paysage sis ZAE les Marais, 3 rue Hector Berlioz à Saint Gratien (95210) durée des travaux : 5 mois
Mapa 2019/4693		Procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence "Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place d'une démarche de concertation avec la population et assurer la conception des supports de communication dans le cadre des projets de renouvellement urbain des quartiers Londeau et centre-ville Béthisy. Marché notifié le 7/08/2019 pour une durée de 8 mois (fin du marché le 30/03/2020) Le montant total des prestations pour la durée du marché s'élève à un maximum de 70 000 € H.T. Le titulaire du marché est Etat d'Esprit sis 35 Boulevard de Strasbourg à Paris (75010)

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 09/08/2019
Reçu en préfecture le 09/08/2019 N° 19-066
Affiché le 09/08/2019 SLO
ID : 093-219300530-20190615-DM19_066-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT PASSEE ENTRE LE CONSERVATOIRE NATIONAL SUPERIEUR DE MUSIQUE ET DE DANSE DE PARIS ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la convention de partenariat proposée par le Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris (CNSMDP) pour un concert à destination des scolaires qui aura lieu le 10 décembre 2019 à 15h au Conservatoire Nadia & Lili Boulanger – 41, rue Saint Denis à Noisy-le-Sec (93130) dans le cadre de « Le Cercle à Musique ».

DECIDE

Article 1: Approuve la convention de partenariat passée avec le CNSMDP - sis 209 rue Jean Jaurès – 75019 Paris - pour un montant total net de 5786 € euros (cinq mille sept cent quatre-vingt-six euros), pour une représentation fixée le du 10 décembre 2019 à 15h.

Article 2 : Précise que cette convention est passée pour la représentation ci-dessus mentionnée et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 15 juin 2019

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 09/08/2019
Reçu en préfecture le 09/08/2019 N° 19-067
Affiché le 09/08/2019 SLO
ID : 093-219300530-20190801-DM19_067-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT PASSEE ENTRE LE CONSERVATOIRE NATIONAL SUPERIEUR DE MUSIQUE ET DE DANSE DE PARIS ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la convention de partenariat proposée par le Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris (CNSMDP) pour quatre concerts qui auront lieux les 29 janvier, 26 février, 25 mars, 22 avril au Conservatoire Nadia et Lili Boulanger – 41 rue Saint Denis- 93130 Noisy-le-Sec, dans le cadre de « Le Cercle à Musique ».

DECIDE

Article 1: Approuve la convention de partenariat passée avec le CNSMDP - sis 209 rue Jean Jaurès – 75019 Paris - pour un montant global net de 3000 € (trois mille euros), pour les 4 concerts aux dates préalablement mentionnées.

Article 2 : Précise que cette convention est passée uniquement pour les dates prévues à la programmation 2019 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 1^{er} août 2019

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine


Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 26/08/2019

Reçu en préfecture le 26/08/2019

Affiché le

ID : 093-219300530-20190824-DM19_068-AR

N° DM19-068

SLO

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

CREATION D'UNE REGIE D'AVANCES POUR LE FONCTIONNEMENT DE LA MICRO-FOLIE DE NOISY-LE-SEC

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 2017/06-01 du Conseil Municipal en date du 22 juin 2019 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 19 Août 2019

DECIDE

Article 1^{er} : Il est institué une régie d'avances auprès de la ville de Noisy-le-Sec pour le paiement des dépenses nécessaires au fonctionnement de sa Micro-Folie.

Article 2 : Cette régie est installée au 53 rue de Merlan à Noisy-le-Sec.

Article 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Achats de prestations de service (6042)
- Alimentation (60623)
- Autres fournitures non stockées (60628)
- Fournitures de petits équipements (60632)
- Livres, disques,... (bibliothèques et médiathèques) (6065)
- Locations mobilières (6135)
- Entretien et réparations sur biens mobiliers (61558)

- Documentation générale et technique (6182)
- Services extérieurs - Autres frais divers (6188)
- Honoraires (6226)
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - divers (6228)
- Annonces et insertions (6231)
- Fêtes et cérémonie (6232)
- Publicité, publications, relations publiques – divers (6238)
- Transports de biens (6241)
- Transports collectifs (6247)
- Transports de biens et transports collectifs - divers (péage, parking...) (6248)
- Voyages et déplacements (6251)
- Réceptions (6257)
- Frais bancaires et assimilés (627)

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- 1° Au moyen de chèque
- 2° En numéraire
- 3° Carte bancaire.

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la trésorerie générale de Seine-Saint-Denis.

Article 6 : L'intervention d'un (de) mandataires(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

Article 7 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 4 000 euros (quatre mille euros).

Article 8 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 9 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : Le régisseur titulaire percevra annuellement une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le Maire et le comptable assignataire de Rosny-sous-Bois sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 12 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 24 AOÛT 2019

Le Maire de Noisy-le-Sec
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris

Laurent RIVOIRE



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 27/08/2019
Reçu en préfecture le 27/08/2019
Affiché le
ID : 093-219300530-20190826-DM19_069-AI

SLO

DM19-069

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

ABONNEMENT TELEPHONIQUE AU RESEAU MPLS IP DE LA LIAISON D'ALARME POLICE B2P RAMSES EVOLUTION II Approbation du contrat signé avec la société GS4

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal,

Vu le Code des Marchés Publics, et notamment ses articles 1, 27, 28 et 40.II,

Considérant la nécessité d'assurer les prestations d'abonnement téléphonique au réseau MPLS IP de la liaison d'alarme Police B2P Ramses Evolution II pour les activités relatives aux services de la Police Municipale,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat avec la société GS4, sise 10 rue Saint Nicolas – 75012 PARIS.
Pour une période initiale de 1 an à compter du 05/09/2019, renouvelable chaque année par reconduction tacite, pour une durée globale ne pouvant excéder 4 ans.

Article 2 : Dit que le montant de cette prestation s'élève à 1 242,00 € H.T. par an.

Article 3 : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société GS4.

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :
M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-sous-Bois, la Direction des Assemblées, des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, la Direction des Systèmes d'Information et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, Le 26 AOUT 2019

Laurent RIVOIRE
Maire de Noisy-le-Sec



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 02/09/2019

Reçu en préfecture le 02/09/2019

Affiché le

ID : 093-219300530-20190902-DM19_070-CC

N° 19-070

SLO

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DU CONTRAT DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION DU SPECTACLE "YAKCH'E" PASSE ENTRE L'UNION NATIONALE DES JEUNESSES MUSICALES DE FRANCE ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil Municipal,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de contrat présentée par l'Union Nationale des Jeunes Musicales de France pour deux représentations du spectacle intitulé " **YAKCH'E** " qui auront lieu le **23 janvier 2020 à 10h30 et 14h30** au Conservatoire Nadia & Lili Boulanger – 41 rue Saint Denis à Noisy-le-Sec (93130) dans le cadre du « Cercle à musique »

D E C I D E

Article 1 : Approuve le contrat de cession du droit d'exploitation passé avec L'Union Nationale des Jeunes Musicales de France (JMF) – 20 rue Geoffroy L'Asnier - 75004 Paris pour un montant net de **1970 euros (mille neuf cent soixante-dix euros)**

Article 2 : Précise que ce contrat est passé pour la journée du **23 janvier 2020** et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 2 septembre 2019

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 02/09/2019
Reçu en préfecture le 02/09/2019
Affiché le
ID : 093-219300530-20190902-DM19_071-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DU CONTRAT DE CESSION DES DROITS D'EXPLOITATION DU SPECTACLE " LA BELLE AU BOIS DORMANT " PASSE ENTRE L'UNION NATIONALE DES JEUNESSES MUSICALES DE FRANCE ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil Municipal,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de contrat présentée par l'Union Nationale des Jeunes Musicales de France pour deux représentations du spectacle intitulé " **LA BELLE AU BOIS DORMANT** " qui auront lieu le **24 mars 2020 à 10h30 et 14h30** au Conservatoire Nadia & Lili Boulanger – 41 rue Saint Denis à Noisy-le-Sec (93130) dans le cadre du « Cercle à musique »

D E C I D E

Article 1: Approuve le contrat de cession du droit d'exploitation passé avec L'Union Nationale des Jeunes Musicales de France (JMF) – 20 rue Geoffroy L'Asnier - 75004 Paris pour un montant net de **2930 euros (deux mille neuf cent trente euros)**

Article 2 : Précise que ce contrat est passé pour la journée du **24 mars 2020** et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 2 septembre 2019

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY